



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,  
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FINANCES

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

Affaire suivie par Mme Armelle STURM

☎ : 02 32 76 53 96

☎ : 02 32 76.54.60

✉ : [AmelleSTURM@seine-maritime.pref.gouv.fr](mailto:AmelleSTURM@seine-maritime.pref.gouv.fr)

ROUEN, le 30 MAI 2003

LE PREFET  
De la Région de Haute-Normandie  
Préfet de la Seine-Maritime  
Officier de la Légion d'Honneur

### ARRETE

**Sté CLARIANT  
LILLEBONNE**

#### PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

##### VU :

Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L511.1 et suivants,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment l'article 23-6,

Les différents arrêtés et récépissés réglementant les activités de la société CLARIANT à LILLEBONNE et notamment l'arrêté préfectoral du 6 juin 2000,

Le rapport de l'inspection des Installations Classées en date du 27 janvier 2003,

La délibération du conseil départemental d'hygiène en date du 29 avril 2003,

##### CONSIDERANT:

Que la société CLARIANT exploitait à LILLEBONNE une unité de fabrication d'acide glyoxylique soumise à autorisation avec servitude au titre de la législation sur les installations classées,

Que par arrêté préfectoral du 6 juin 2000, la société CLARIANT a été tenue de mettre en œuvre des garanties financières d'un montant de 9 617 000 Frs (1466102,2€) pour l'exploitation de ces installations,

Qu'en date du 23 mai 2001, la société CARIANT a cessé son activité sur le site de LILLEBONNE,

Que l'exploitant a fait procéder à la remise en état du site conformément aux dispositions de l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 susvisé,

Que le site ne nécessitant aucun suivi particulier des sols ou des eaux souterraines, il convient de faire application des dispositions de l'article 23-6 du décret du 21 septembre 1977 susvisé et de procéder à la levée de l'obligation de garanties financières,

ARRETE

**Article 1 :**

Il est procédé à la levée, au 1<sup>er</sup> juin 2003, de l'obligation de garanties financières fixée par l'arrêté préfectoral du 6 juin 2000 susvisé, qui incombait à la société CLARIANT dont le siège social est 70 avenue du Général de Gaulle à PUTEAUX pour l'exploitation de son site de LILLEBONNE,

**Article 2 :**

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées, de l'inspection du travail et des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

**Article 3:**

Conformément à l'article L514.6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.


**Article 4 :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du HAVRE, le maire de LILLEBONNE, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de LILLEBONNE.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le Préfet  
Par le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général,  
  
Claude MOREL